

Comment l'Union Européenne s'est montrée particulièrement irresponsable au sujet des Irlandes



Lettre de Londres mise en forme par Edouard Husson. Nous recevons régulièrement des textes rédigés par un certain Benjamin Disraeli, homonyme du grand homme politique britannique du XIXe siècle.

Avec Disraeli Scanner

Avec Edouard
Husson

Hughenden,
Le 25 août 2019

Mon cher ami,

Le vent a tourné contre les Remainers

Il semble bien, cette fois, que le vent ait tourné, contre les Remainers. Jeremy Corbyn ne songe pas à déclenché un vote de défiance envers le gouvernement avant le 9 septembre. C'est-à-dire qu'il accepte que des élections, si elles devaient avoir lieu, se tiendraient après le Brexit. Cette semaine, Boris s'est rendu à Berlin puis à Paris, avant d'avoir un long entretien avec les deux Donald, le flamboyant (Trump) et l'éteignoir (Tusk) puis avec le premier ministre indien Modi à Biarritz. A chacune de ces occasions, notre premier ministre a répété avec fermeté et courtoisie que le Brexit aurait lieu quoi qu'il arrive le 31 octobre. Angela Merkel a suggéré qu'il était possible de trouver une solution alternative au backstop en trente jours; Emmanuel Macron s'est rangé à contre-cœur à l'avis de la Chancelière; Donald Tusk a fait du Macron puissance dix: affirmant que rien ne serait renégocié puis louvoyant comme il pouvait. Quand aux deux grandes démocraties que sont les Etats-Unis et l'Inde, elles ont commencé à traiter la Grande-Bretagne comme une nation avec laquelle elles auront des relations exclusivement bilatérales, désormais. Tous les observateurs londoniens vous le diront: l'atmosphère a changé dans les ministères. Même les sceptiques se laissent entraîner par l'enthousiasme communicatif du premier ministre.

Le No Deal reste l'issue la plus probable

Néanmoins, tout le monde est d'accord pour dire que l'absence d'accord de sortie reste la solution la plus probable. Non que les dossiers pour un accord ne soient prêts à Londres: Boris a fait savoir, devant les journalistes, à Paris, que les travaux de la Commission présidé par le député Greg Hands sur les « arrangements alternatifs » au backstop étaient adoptés par le gouvernement. Les trente jours sont a parlé Angela Merkel sont donc parfaitement tenables. Mais y a-t-il de la bonne volonté du côté bruxellois? On

peut imaginer que l'intérêt de l'Allemagne l'emporte - c'est ce qu'a semblé indiquer la position prudente d'Angela Merkel. Cependant, est-il possible d'arriver à un accord en si peu de temps. Il est bien évident que Boris ne peut pas réendosser l'accord que Theresa May avait signé. Il ne s'agit pas seulement du backstop. Vu la lenteur de négociation et de décision de l'Union Européenne, l'ensemble des sujets à traiter ne peuvent pas l'être dans les deux mois qui restent. On pourra aboutir au mieux à une nouvelle déclaration commune en vue d'entamer, enfin, les négociations sur un nouvel accord commercial.

L'Union Européenne est victime de sa méthode. Il est probable qu'elle se retrouvera avec un *No Deal* essentiellement parce qu'elle a agi avec esprit de système, loin de la vie politique, économique et internationale. Rappelez-vous comment l'Union Européenne a refusé d'entamer les négociations de sortie tant que la Grande-Bretagne n'avait pas admis certains préalables (le montant de l'indemnité, l'absence de frontière avec l'Irlande). Ensuite, cela a continué, si l'on ose dire: il n'était pas question de négocier le nouvel accord commercial en même temps que l'on négociait la sortie. Et puis, les Etats avaient la stricte interdiction de négocier bilatéralement avec Londres. Je sais bien que l'Article 50 du Traité de Lisbonne stipule que les délibérations du Conseil concernant le membre sortant ont lieu sans ce membre - ce qui est très clairement un rappel du pire de la diplomatie européenne. Mais nous savons tous qu'il y a eu un état d'esprit dominant. Il fallait faire comprendre à l'ensemble de l'UE qu'une tentative de sortie se payait très cher.

Rien ne montre mieux les défauts de la méthode bruxelloise que la question de l'Irlande.

Les erreurs de l'Union Européenne dans sa politique irlandaise

1. Sans aucun doute possible, l'Union Européenne a été utile au moment des accords de Belfast. Les financements accordés aux deux Irlandes étaient bienvenus, aussi bien au nord qu'au sud de la frontière car ils n'étaient ni britanniques (donc favorisant les unionistes aux yeux des nationalistes) ni américains (donc favorisant les nationalistes aux yeux des unionistes). La communauté européenne a une vieille tradition de réconciliation des peuples et elle fut bienvenue dans le contexte de la fin des années 1990, celui des Accords du Vendredi Saint.

2. Michel Barnier avait été l'un des commissaires impliqués dans la contribution de l'UE à la résolution du conflit irlandais. Or, curieusement, loin d'en tirer des conclusions de prudence, il a décidé d'exploiter au maximum les difficultés potentielles que le Brexit posait à l'Irlande. On a même une vidéo d'une réunion de travail, qui n'a jamais été dénoncée par l'intéressé, qui explique que le sujet de la frontière irlandaise devait servir de levier de négociation pour l'Union Européenne dans les discussions à venir sur un nouveau traité.

3. Il est bien évident que l'Irlande est le pays qui aura le plus à souffrir d'une absence d'accord sur le Brexit: en particulier, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire irlandaise sont particulièrement dépendantes du marché britannique. L'Union Européenne aurait dû avoir à coeur de trouver une solution équilibrée; c'était d'autant plus possible que Londres, dès 2017, a travaillé sur des solutions techniques de contrôle « en arrière de la frontière », pour ne pas perturber la rapidité de circulation et, surtout, ne pas réveiller les démons endormis des revendications unionistes et nationalistes. Or l'UE, si elle a bien fait siennes les inquiétudes de Dublin, a proposé une solution inacceptable pour Londres: le fait qu'en cas d'absence d'accord entre la Grande-Bretagne et l'Union Européenne, l'Irlande du Nord resterait définitivement dans l'union douanière de l'UE.

4. Mais il y a eu bien pire, et cela n'est jamais cité. En pleine campagne électorale britannique, le 29 avril 2017, le Conseil européen a voté une déclaration suggérée par le gouvernement de Dublin expliquant qu'en cas de réunification des deux Irlandes, comme l'Accord du Vendredi Saint la rend possible, le pays ainsi réunifié appartiendrait tout entier à l'Union Européenne. Peut-on imaginer provocation plus grossière? La décision du Conseil européen a contribué à priver Theresa May de sa majorité conservatrice. Le résultat en a été que l'ancien premier ministre a dépendu, pour constituer une majorité, du parti unioniste DUP.

La Grande-Bretagne reprendra plus vite sa liberté

L'Union Européenne a tout à fait inutilement politisé la question irlandaise et en a fait un obstacle à l'adoption, qui lui aurait été très favorable, de l'accord qu'avait accepté Theresa May. Le 29 janvier 2019, le Parlement mandait Theresa May pour obtenir une autre solution que le backstop, en échange de quoi une majorité pouvait se dessiner, qui adopterait le reste de l'accord de retrait. L'Union Européenne ne s'est jamais dit qu'elle tenait l'occasion unique de contraindre le Royaume-Uni bien plus que ce qu'elle aurait pu espérer. La Grande-Bretagne était prête à signer un accord qui la gardait dans la grand marché pour tous les produits industriels. Pour cela, il fallait juste devenir pragmatique sur la frontière irlandaise. Mais les technocrates et les gouvernants du continent se sont obstinés. Donald Tusk, dont beaucoup se sont moqués cette fin de semaine, n'est pas plus caricatural que votre président qui, lui aussi, a refusé de négocier. Angela Merkel a préféré faire passer les principes kantien qui gouvernent l'UE avant l'intérêt de l'économie allemande. Quelques mois plus tard, Boris est premier ministre, l'Allemagne est au bord de la récession, Emmanuel Macron entend rester « droit dans ses bottes ». Les Européens continentaux sont devenus prisonniers de leurs mauvais desseins. D'une certaine manière, réjouissons-nous, mon pays aura les mains beaucoup plus libres que ce qu'on pouvait envisager il y a quelques mois.

Bien fidèlement à vous

Benjamin Disraëli